

TROIS ENTRETIENS AVEC LES AUTONOMES ITALIENS

2005

Entretien avec Ugo Tassinari	p.2
Entretien avec Vincenzo Miliucci.....	p.20
Entretien avec Valerio Monteventi.....	p.31

ENTRETIEN AVEC UGO TASSINARI

Ugo Tassinari est né en mai 1956. Il est le fils d'un ingénieur athée et d'une institutrice catholique. Son père, qui a successivement appartenu aux Jeunesses Fascistes Universitaires, puis au Parti Socialiste, et enfin au Parti Communiste, a créé le syndicat des écoles de la CGIL. Ugo Tassinari a toujours vécu à Naples. A 16 ans, il adhère d'abord aux Jeunesses Communistes, qu'il quitte l'année suivante, en 1973, quand il rejoint le collectif des étudiants de Naples (qui n'était pas un collectif autonome). Trois ans plus tard, en 1976, il participe à la création du Collectif Autonome Universitaire de Naples. Ugo Tassinari se définit alors comme libertaire. A partir de 1978, et jusqu'en 1982, il s'engage surtout dans la solidarité avec les prisonniers politiques. Il termine ses études en 1980. Devenu depuis journaliste, Ugo Tassinari a publié plusieurs ouvrages sur l'extrême-droite italienne.

Est-ce que tu pourrais parler de la situation spécifique de Naples dans les années 70?

UGO TASSINARI : En 1971, Naples est la troisième ville la plus peuplée d'Italie, avec un million d'habitants (contre trois millions à Rome et trois millions à Milan). Au début des années 70, Naples avait deux grandes usines : Italsider (sidérurgie) et l'Alfa Romeo de Pomigliano (banlieue Nord-Est). L'Italsider de Naples employait 8 000 ouvriers, et l'Alfa Romeo de Pomigliano plus de 10 000.

Les ouvriers de ces deux usines appartenaient à deux classes différentes. Ceux de l'Italsider faisaient partie de la vieille aristocratie ouvrière, et ceux de l'Alfa Romeo venaient de la paysannerie. Les ouvriers de Pomigliano n'étaient pas syndiqués mais étaient très combatifs. Il y avait aussi dans la banlieue Est une petite zone industrielle avec quelques usines d'envergure plus modeste. En plus des luttes ouvrières, il y avait les luttes du lumpenprolétariat (ceux qui appartenaient à la petite criminalité nonorganisée) dans le centre-ville. Le Parti Communiste et la CGIL était très puissant à l'Italsider : ils étaient très staliniens. Les ouvriers de l'Italsider étaient avec le PCI et les syndicats, ceux de l'Alfa Romeo étaient avec nous. Le mouvement des chômeurs démarre en 1973 à la suite d'une épidémie de choléra. Le gouvernement lance alors un programme d'aide sociale destiné aux chômeurs. L'extrême-gauche, et en particulier Lotta Continua et les maoïstes, est à la tête du mouvement des chômeurs. Les revendications sont axées sur la demande de travail. Les autonomes étaient surtout puissants dans les squats et dans le mouvement des autoréductions. Les autoréductions avaient le plus souvent lieu dans les quartiers où il y avait un fort taux de chômage. Les militants disaient : « Nous devons payer l'électricité au même prix que les usines, à huit lires le kilowatt-heure », mais les chômeurs, eux, ne voulaient plus payer du tout.

Est-ce que tu pourrais resituer cela dans le contexte national ?

UGO TASSINARI : Les premiers groupes opéraïstes sont nés au début des années 60 au sein de la gauche du Parti Communiste et du Parti Socialiste : c'était des petits

groupes d'intellectuels. Ces premiers groupes opéraïstes se sont constitués autour de Mario Tronti et Toni Negri. A partir de 1969, il n'y a pas de région, de groupe social, d'usine, de prison, de caserne, d'école, d'université, de banlieue, ou de réalité sociale où il n'y ait pas de lutte extra-institutionnelle.

Dans les squats et les usines, une partie des ouvriers et des chômeurs étaient membres du PCI. D'autres n'appartenaient à aucun parti politique et n'étaient pas politisés mais participaient aux luttes comme ceux du PCI. En ce qui me concerne, j'ai participé au mouvement des occupations d'appartements. Autour des squats, les militants menaient une guérilla urbaine contre la police à coups de cocktail Molotov. La police avait attaqué notre squat pour l'expulser. Les groupes d'extrême-gauche défendaient les squats : les militants étaient le bras armé du mouvement ouvrier. Il devait y avoir environ 45 % des travailleurs qui étaient syndiqués (dont 20 % à la CGIL, 15 % à la CISL, et 10 % à l'UIL) mais ceux qui n'étaient pas syndiqués participaient aussi aux luttes. Les assemblées autonomes naissent en 1973 dans les usines de Milan et de Turin.

Les Brigades Rouges étaient présentes dans ces assemblées, en particulier dans celle de l'Alfa Roméo. Au niveau national, le PCI comptait 1 200 000 adhérents (2 millions en 1948). L'extrême-gauche pouvait compter sur 50 000 militants à plein temps et environ 200 000 participants occasionnels. Avant 1969, la mouvance opéraïste rassemblait moins d'une centaine de personnes. Après 1969, les opéraïstes représentaient à l'extrême-gauche un militant sur trois et un participant sur deux. En 1977, on peut dire que le mouvement autonome devait rassembler environ 100 000 personnes, dont probablement un millier étaient armées, et environ 10 000 organisées pour la guérilla urbaine. Mais c'est une estimation très approximative.

Pour un groupe autonome, il pouvait y avoir une ou deux personnes qui étaient armées, plus huit ou quinze personnes qui n'étaient pas armées. Par exemple, le Collectif Autonome Universitaire de Naples regroupait 25 personnes organisées. Il y avait un, deux, ou trois militants armés d'un autre groupe qui étaient à la disposition du collectif pour les actions les plus dures, par exemple si la police ouvrait le feu. Il y avait beaucoup de solidarité entre les groupes. Parfois, il y avait plusieurs attentats qui étaient programmés pour la même nuit.

Quelle place occupaient les femmes dans l'extrême-gauche italienne ?

UGO TASSINARI : Les femmes étaient minoritaires. Le mouvement féministe a réellement émergé en 1975 à la suite du procès du Circeo. Des militants d'extrême-droite ont été jugés pour le viol de deux femmes (dont l'une avait été tuée). Beaucoup de femmes ont alors abandonné les groupes gauchistes pour s'engager dans le mouvement féministe. Celles qui sont restées dans le mouvement autonome étaient encore plus machistes que les hommes.

Comment fonctionnaient les groupes opéraïstes des années 60 ?

UGO TASSINARI : Les petits groupes opéraïstes du début des années 60 faisaient des enquêtes ouvrières. Le premier groupe opéraïste était organisé par Danilo

Montaldi, un sociologue dans la mouvance de Jacques Camatte. Danilo Montaldi est le premier à faire une enquête sur le lumpen en Italie. En 1962, des ouvriers non-syndiqués de Turin accusent l'UIL d'être un syndicat jaune. Ces ouvriers sont des jeunes émigrés du sud de l'Italie. Ils attaquent le siège de l'UIL situé sur la Piazza Statuto. Le discours sur l'autonomie ouvrière et les luttes ouvrières non-contrôlées par les partis et les syndicats naît à la suite de cet événement. Un autre événement important a lieu en 1967 à l'usine chimique Montedison de Porto Marghera (près de Venise).

Cette usine est très dangereuse. C'est là que naît le groupe Potere Operaio Veneto-Emigliano, dirigé par Toni Negri. Pot Op Veneto-Emigliano publie le journal Classe Operaia. Avec le mouvement de 1968, plusieurs groupes étudiants deviennent opéraïstes : à Rome, avec Franco Piperno et Oreste Scalzone, et à Turin, avec un groupe qui deviendra Lotta Continua.

Franco Piperno et Adriano Sofri (qui deviendra le dirigeant de Lotta Continua) avaient fait leurs études à l'Ecole Normale de Pise : ils devaient avoir 25 ou 26 ans en 1968, ils étaient plus vieux que les autres leaders étudiants.

Quelles étaient les activités des militants opéraïstes dans les années 60 ?

UGO TASSINARI : A la fin des années 60, les militants opéraïstes passaient leur vie devant les usines à parler avec les ouvriers, à organiser les luttes, à distribuer des tracts, à organiser des manifestations... Ils ne dormaient que trois ou quatre heures par nuit et travaillaient vingt heures par jour.

Comment fonctionnait le collectif La Lotta Continua de 1969 ?

UGO TASSINARI : C'était un petit groupe d'étudiants-travailleurs dirigé par Mario Dalmaviva qui a débuté par des interventions politiques devant la Fiat de Turin. Ils ont déclenché les premières grèves. La Fiat de Turin employait 50 000 ouvriers : il pouvait y avoir jusqu'à 2 000 ouvriers par atelier. C'était du travail à la chaîne : quand les grèves sauvages ont commencé, la grève dans un atelier bloquait tous les ateliers suivants. L'usine devenait un véritable bordel : les grèves tournantes de chaque atelier paralysaient toute l'usine.

Pendant un mois, tous les militants participent à la grève de la Fiat de Turin, notamment les étudiants de l'Ecole Polytechnique de Turin et les opéraïstes de Rome (qui font le journal La Classe, dont le rédacteur en chef était Oreste Scalzone). Le 3 juillet, il y a une grève pour le logement. Les syndicats ne veulent pas organiser de manifestation pour que la lutte ne s'étende pas en dehors de l'usine. Donc ce sont les groupes opéraïstes qui organisent la journée du 3 juillet à Turin. C'est l'émeute : les affrontements se concentrent en particulier dans le quartier populaire de Corso Traiano, où il y a beaucoup de gens qui viennent du sud de l'Italie. Le rapport que les jeunes immigrés du sud de l'Italie ont avec la ville et sa population est le même que celui des casseurs algériens en France dans les années 90 : c'est le racisme et l'exclusion. La relation entre les jeunes chômeurs et les ouvriers de la Fiat joue un rôle très important dans le renforcement du mouvement : la lutte ne se limite pas à

l'usine, elle se développe aussi dans la ville grâce au lien entre les ouvriers et les jeunes chômeurs méridionaux.

Une coordination unitaire fonctionne pendant plus d'un mois entre groupes gauchistes, étudiants, ouvriers, et jeunes chômeurs. Un congrès national des mouvements étudiants et des groupes gauchistes a lieu à Venise au mois de septembre. C'est là que se produit la fusion entre les Romains de La Classe (avec Piperno et Scalzone) et Potere Operaio Veneto-Emigliano. Cette fusion aboutit à la création de Potere Operaio.

Il y avait aussi les étudiants de l'Ecole Polytechnique de Turin (avec Adriano Sofri), Potere 98 Operaio de Pise, un groupe d'étudiants de l'université catholique de Milan, et un groupe de la faculté de sociologie de Trente dont faisait partie Renato Curcio (le fondateur et principal leader des Brigades Rouges). Le congrès de Venise aboutit aussi à une scission. Le groupe des étudiants de l'Ecole Polytechnique de Turin se divise en deux : une partie, avec Adriano Sofri, créent Lotta Continua, et une autre partie rejoignent Potere Operaio. Ce qui est intéressant c'est qu'au départ c'était Mario Dalmaviva qui avait eu l'idée du nom « La Lotta Continua » pour son groupe, et que finalement Mario Dalmaviva a rejoint Potere Operaio.

La scission entre Potere Operaio et Lotta Continua a lieu à l'apogée de la lutte ouvrière, au moment de ce qu'on a appelé « L'Automne chaud », avec quatre millions d'ouvriers en grève pour le contrat national de travail. Chaque catégorie d'ouvriers (mécanique, chimie, sidérurgie...) avait un contrat de travail particulier. Les ouvriers luttaient pour la suppression du salaire productif et la création d'un contrat de travail unique. C'est à l'issue de cette lutte qu'une bombe a explosé le 12 décembre dans une banque de Milan, à Piazza Fontana, causant la mort de quinze personnes. Cet événement est très important car c'est le début d'une longue histoire, avec l'affaire autour de l'anarchiste Giuseppe Pinelli et du commissaire Calabresi. Cette histoire prend fin avec l'arrestation d'Adriano Sofri, accusé d'avoir organisé l'assassinat du commissaire responsable de la mort de Pinelli.

Le gouvernement italien cherche à trouver une réponse aux luttes ouvrières. Un nouveau code du travail entre en vigueur en 1970 : il limite le droit de licencier et accroît les droits des ouvriers. Mais ce nouveau code du travail ne change pas le fait que les ouvriers doivent continuer à se défendre par eux-mêmes. Quand un ouvrier est licencié pour insubordination, une manifestation est organisée pour le ramener dans l'usine. C'est à ce moment-là que naissent les groupes armés. Par conséquent, toute la structure organisationnelle de l'usine est en difficulté : les ouvriers sabotent la production et les dirigeants sont menacés.

Comment fonctionnaient Potere Operaio et Lotta Continua ? Est-ce qu'il y avait des tendances et des minorités politiques à l'intérieur de ces organisations ?

UGO TASSINARI : Lotta Continua était un groupe très informel : elle avait une forte capacité d'action mais la plupart de ceux qui participaient aux luttes qu'elle impulsait n'étaient pas des militants. Potere Operaio était une structure plus petite et plus organisée. En 1970, Lotta Continua avait peu de dirigeants : parmi ses

quelques dirigeants, très peu avaient une longue expérience en matière d'organisation du mouvement ouvrier traditionnel. Les leaders de Potere Operaio étaient des professeurs d'université et des intellectuels, comme par exemple les philosophes Enzo Grillo (qui avait traduit les Grundrisse de Marx en italien) et Gairo Daghini (le meilleur assistant de Renzo Pace, le plus grand phénoménologue italien)... On pourrait multiplier les exemples... Lotta Continua participait à des luttes très variées.

Il y avait notamment le groupe « Les Damnés de la terre » qui luttait sur la question des prisons. Les Damnés de la terre était le titre d'un livre de Frantz Fanon, un militant anti-impérialiste qui avait été dirigeant du FLN algérien. Dans l'armée, il y avait un groupe qui s'appelait « Les Prolétaires en uniforme ». Jusqu'à cette époque, c'était plutôt les fascistes qui étaient implantés dans l'armée : les « Prolétaires en uniforme » étaient le premier groupe de soldats communiste.

Lotta Continua n'était pas organisée en tendances. Mais il y avait une tendance de Lotta Continua qui prônait la lutte armée. Pietrostefani était le leader de cette tendance militariste. Il a été condamné comme organisateur de l'assassinat du commissaire Calabresi.

Après le coup d'Etat au Chili de 1973, Lotta Continua commence à se transformer en une organisation politique. Lotta Continua devient moins extrémiste et plus liée aux autres groupes gauchistes. En un an, il y a deux scissions. La Commission Prison quitte Lotta Continua pour créer les Noyaux Armés Prolétariens (NAP). L'histoire des NAP est une histoire à la fois tragique et héroïque, avec beaucoup de morts... Des compagnons très généreux mais mal organisés... La seconde scission de Lotta Continua a lieu en 1974 : deux groupes milanais créent avec les militants issus de Potere Operaio et liés à Oreste Scalzone le Comité Communiste pour le Pouvoir Ouvrier (CCPO). Des élections régionales et municipales ont lieu en 1975. Lotta Continua appelle à voter pour le PCI, qui remporte alors les élections dans toutes les grandes villes. Lotta Continua est convaincue que le PCI a gagné les élections grâce à elle. L'année suivante, elle se présente aux élections législatives anticipées de 1976, au sein d'une coalition électorale qu'elle forme avec Avanguardia Operaia et Il Manifesto et qui prend le nom de Démocratie Prolétarienne. Mais la bataille électorale oppose essentiellement le PCI à la Démocratie Chrétienne, qui obtiennent respectivement 35 et 38 % des voix, Democrazia Proletaria ne recueillant que 1,5 %. Quelques mois plus tard, Lotta Continua décide de s'autodissoudre lors de son dernier congrès. De nombreux militants de Lotta Continua rejoignent alors les groupes engagés dans l'Autonomie et la lutte armée. La plupart des dirigeants de Lotta Continua (et notamment ceux du journal) évoluent parallèlement vers des positions réformistes et opportunistes hostiles à la lutte armée. Potere Operaio, au contraire, est organisée à ses débuts en trois tendances. L'aile droite de Potere Operaio est surtout constituée par les intellectuels opéraïstes les plus âgés. Le centre est réunie autour de Toni Negri et rassemble les groupes de la région de l'Emilie-Vénétie ainsi qu'une partie des jeunes de Milan. L'aile gauche est réunie autour

d'Oreste Scalzone et Franco Piperno et rassemble les groupes insurrectionnalistes de Rome, Florence, et de la région méridionale.

Au congrès de 1971, Potere Operaio se définit comme « parti de l'insurrection » et crée une structure clandestine, la commission « travail illégal » (en référence à une formule de Bertolt Brecht). D'autres groupes de lutte armée naissent à la même époque : les Brigades Rouges et les GAP (Groupes Armés Prolétariens, dont faisait partie l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli). Les Brigades Rouges sont issus d'un groupe extraparlamentaire, le Collectif Prolétarien Métropolitain, qui est implanté à Milan, Trente, et Reggio nell'Emilia. Le Collectif Prolétarien Métropolitain est très lié aux luttes ouvrières mais aussi à des vieux militants prosoviétiques déçus par le PCI. Les Brigades Rouges sont implantées en milieu ouvrier où elles jouent un rôle offensif. Les GAP pensent à cette époque que la bourgeoisie italienne prépare un coup d'état fasciste et que le rôle des communistes est d'organiser la Résistance. Les Brigades Rouges s'inspirent de l'expérience de Cuba, des Tupamaros, et d'Andreas Baader et Ulrike Meinhof. Les GAP se réfèrent aux maquis de la Résistance implantés dans les montagnes, les Brigades Rouges veulent cibler l'attaque au cœur des grandes villes. En 1973, les militants de Potere Operaio se divisent sur la question de la lutte armée. Negri veut dissoudre Potere Operaio dans les assemblées autonomes et attribuer la fonction militaire aux Brigades Rouges. Scalzone et Piperno veulent continuer Potere Operaio, ce qu'ils font encore pendant quelques mois avant de créer le Comité Communiste pour le Pouvoir Ouvrier (CCPO). Le CCPO est un groupe très élastique : les militants y participent de manière éphémère avec d'autres petits groupes armés, ce qui donne naissance à de nouveaux groupes plus ou moins liés au CCPO. Le mouvement de 1977 explose quand la crise de l'extrême-gauche italienne devient définitive : le CCPO devient alors la principale organisation dans toutes les grandes villes.

Qu'est-ce qu'était le « mouvement des délégués » ?

UGO TASSINARI : Les luttes de 1969 transforment la représentation des ouvriers dans les usines. Avant 1969, seuls les syndicalistes pouvaient être élus délégués du personnel. Des conseils d'usine sont apparus en 1969. Dans les conseils, chaque petit groupe d'ouvriers devait élire son représentant : c'était toujours le copain le plus combatif. Mais lorsque la lutte est retombée en 1970, les syndicats ont pris le contrôle des conseils : ce sont les plus expérimentés et les plus corporatistes qui ont été élus.

Comment fonctionnait la coordination nationale de l'Autonomie Ouvrière ?

UGO TASSINARI : Il n'a jamais existé de véritable coordination nationale de l'Autonomie. Il n'existait aucune organisation nationale présente dans toute l'Italie. Le groupe de Negri était surtout implanté à Padoue, Milan, et Bologne. A Rome, les Comités Autonomes Ouvriers des Volsci rassemblaient plusieurs centaines de militants : une dizaine de collectifs organisés tant au niveau territorial que sur les lieux de travail, à l'hôpital et à la compagnie d'électricité. Mais il n'existait pas

d'organisation nationale. A Rome, il y avait aussi l'OPR (Organisation Prolétarienne Romaine), qui était surtout présente dans les squats et qui avait créé Radio Prolétarienne. Au niveau national, il y avait cependant des coordinations spécifiques, pour les étudiants et les chômeurs par exemple. Mais il n'y avait pas pour le mouvement autonome de forme organisée de démocratie au niveau national : il n'existait pas de système de délégation ou de mandatement.

Il y avait des dirigeants qui étaient reconnus comme tels par les militants. Negri était reconnu par son groupe comme le dirigeant en raison de ses compétences politiques et intellectuelles. Chez les Volsci, il y avait au contraire une forte hostilité à l'égard des intellectuels. Les deux leaders des Volsci n'étaient pas des intellectuels : c'était les dirigeants de la lutte, un infirmier et un électricien qui parlaient mal l'italien et qui parlaient toujours dans le dialecte de Rome comme les autres militants. Senza Tregua est né pour la lutte armée : ils n'aimaient pas non plus les intellectuels, ils avaient un chef militaire qu'ils appelaient « sergent ». La coordination nationale de l'Autonomie ouvrière n'était pas un comité central ou une direction nationale. Parfois tous les collectifs y participaient, parfois certains n'y participaient pas. A une période il a existé une coordination plus stable entre Rosso et les Volsci. Mais avec le temps et le développement de la lutte armée, les groupes politiques perdaient des militants. Souvent, des conflits apparaissaient au sein des collectifs car les groupes armés portaient en eux un état d'esprit de division et d'individualisme.

Tous les groupes de l'Autonomie étaient très organisés pour la guérilla urbaine. Les groupes faisaient des attentats en soutien aux luttes sociales, contre les fascistes, ou contre les symboles de l'impérialisme. Après la mort des militants de la RAF à la prison de Stammheim, des attentats ont lieu contre les sociétés allemandes (concessionnaires automobile, agences de voyage de la Lufthansa...). Mais tous les groupes de l'Autonomie n'avaient pas leur groupe armé. Par exemple, les Volsci n'avaient pas de groupe armé. Les Formations Communistes Combattantes faisaient à l'origine partie de Rosso, qu'elles ont quitté par la suite. L'Autonomie de Padoue faisait des attentats à la bombe mais n'utilisait pas d'armes à feu.

Le rôle principal de la coordination nationale était d'organiser des 101 campagnes. Par exemple, elle avait fait une fois une campagne contre le travail au noir. Une usine particulièrement connue pour avoir recours au travail au noir avait été attaquée de différentes manières. La coordination nationale décidait du thème et de la durée de la campagne. Les coordinations locales organisaient les actions. Parfois, il est arrivé que deux groupes différents se rencontrent par hasard au même endroit en train d'attaquer la même cible au même moment. Suite à cela, les groupes décidèrent de s'échanger des informations pour éviter de se retrouver dans ce genre de situations.

Est-ce que tu parles ici des actions en général ou seulement des actions clandestines ?

UGO TASSINARI : Non, là je parle des actions clandestines.

Comment fonctionnaient le Comité Communiste pour le Pouvoir Ouvrier et les Comités Communistes Révolutionnaires ?

UGO TASSINARI : Le CCPO est issu de Potere Operaio et de la gauche de Lotta Continua. Entre 1976 et 1977, il se divise en cinq groupes : le CCPO (qui continue la revue Senza Tregua et donne naissance à Prima Linea), le Comité Communiste pour la Dictature Proletarienne qui est implanté à Rome, les Comités Communistes Révolutionnaires, le Comité Communiste pour le sud de l'Italie (qui commence à ne plus s'appeler Autonomie ouvrière mais Autonomie méridionale, avec un discours indépendantiste de lutte de libération nationale parlant du sud de l'Italie comme d'une colonie), et d'autres Comités Communistes d'envergure locale. Je ne sais pas comment ils fonctionnaient car je n'en faisais pas partie.

Comment était organisé le mouvement autonome à Naples ?

UGO TASSINARI : En 1977, il y avait une petite coordination qui se réunissait chez moi et qui rassemblait plusieurs groupes. Il y avait un groupe négriste d'environ 25 militants qui étaient implantés dans le quartier bourgeois de Vomero où ils habitaient. Il y avait aussi le groupe de Bagnoli, qui rassemblait entre 15 et 20 militants. Le groupe de Bagnoli était lié à l'Organisation Proletarienne Romaine (OPR) et avait des relations avec des jeunes chômeurs communistes qui faisaient des vols à main armée. Il y avait le comité de quartier du port de Naples qui était lié aux Noyaux Armés Proletariens (NAP) et aux luttes de solidarité avec les prisonniers et avait des relations avec des gens très divers. Moi je faisais partie du Collectif Autonome Universitaire (CAU), qui regroupait une vingtaine de militants. Le CAU était très puissant dans le mouvement mais plutôt faible sur le plan militaire : seuls trois ou quatre militants faisaient des attentats aux cocktails Molotov. Il y avait aussi trois autres groupes dans la banlieue de Naples : Caivano - Acerra, Nola, et Pomigliano. Le groupe de Caivano - Acerra était lié aux Comités Communistes de Rome. Les militants étaient surtout implantés à Caivano et n'étaient pas très nombreux à Acerra. Acerra jouait cependant un rôle important dans les luttes sociales : il y avait une centaine de squats et un fort mouvement de chômeurs. Le groupe de Nola faisait partie des Comités Communistes du Sud (l'Autonomie méridionale). Le groupe de Pomigliano était lié à Senza Tregua. Il était essentiellement constitué d'une dizaine d'ouvriers qui travaillaient à l'usine Alfa du sud de Naples, mais il y avait aussi quelques étudiants.

Qu'est-ce que tu veux dire quand tu parles de « jeunes prolétaires » ? Est-ce que ce sont les chômeurs que tu désignes sous ce terme ?

UGO TASSINARI : Oui, je veux parler des chômeurs. A l'époque, on parlait de « prolétariat juvénile ». Il s'agissait de définir une nouvelle figure sociale qui n'était ni étudiant, ni travailleur, ni chômeur. Ces groupes de jeunes prolétaires participaient à la vie sociale, à la lutte, et aux occupations sans être militants. Et donc, dans certains quartiers, il y avait ce qu'on appelait des « cercles de jeunes prolétaires » : des groupes de copains, des bandes de jeunes, des étudiants qui étudiaient peu, des

petits dealers, des hooligans... D'ailleurs, à Milan, le principal groupe de supporters du club de football s'était appelé les « Brigades Rouges et Noires », en référence aux Brigades Rouges et aux couleurs de l'équipe de Milan (rouge et noir)

Donc, par « jeunes prolétaires », tu veux dire « des jeunes qui ne travaillent pas »

UGO TASSINARI : Non, certains travaillaient de manière occasionnelle. C'était les jeunes prolétaires qui faisaient le plus d'autoréductions : les pillages de magasins, les entrées en force dans les concerts...

Pour revenir sur la coordination de Naples, elle regroupait en tout 200 militants et rassemblait entre 1 500 et 2 000 personnes dans ses cortèges, dont 400 organisés pour la guérilla urbaine avec des lance-pierres et des cocktails Molotov. Quand il y avait une manifestation à Naples, la force de l'Autonomie était décuplée, avec 10 000 personnes dans la rue. Il y avait environ 4 000 autonomes à Naples. L'Autonomie était la principale force de l'extrême-gauche napolitaine. Par exemple, sur 80 lycées, il y avait 50 ou 60 groupes autonomes.

Comment fonctionnait le Collectif Autonome Universitaire de Naples ?

UGO TASSINARI : Le CAU était composé d'un peu plus de vingt militants. Les militants du CAU n'appartenaient à aucune organisation. A l'intérieur du CAU, on était un petit groupe de trois personnes qui habitaient le même quartier et qui faisaient en même temps partie d'un Cercle de Jeunes Prolétaires. Tous les trois, on était des sympathisants de Rosso. Dans notre Cercle de Jeunes Prolétaires, en plus de nous trois, il y avait une dizaine d'autres personnes, à moitié étudiants-bourgeois, à moitié hooligans. En ce qui concerne le CAU, pour la moitié c'était leur première expérience d'organisation politique. Les membres du CAU étaient des militants qui avaient peu d'expérience et qui s'étaient radicalisés dans le mouvement. Le CAU participait aux assemblées générales du mouvement : il y était toujours victorieux.

Est-ce que tu parles ici des assemblées générales du mouvement étudiant ?

UGO TASSINARI : Non, c'était les assemblées générales de l'ensemble du mouvement social mais elles avaient lieu à l'université. Chaque fois qu'il y avait une manifestation, il y avait des affrontements entre les autonomes et les gauchistes, et à chaque fois c'était les autonomes qui gagnaient. Chaque assemblée générale se terminait par l'adoption d'une motion proposée par le CAU, dans laquelle l'assemblée affirmait le droit d'attaquer la police à la prochaine manifestation. Les gauchistes prônaient un usage de la violence simplement défensif.

Le CAU passait plus de temps à fumer des joints qu'à faire des réunions : il n'y avait pas grand-chose à discuter, l'important c'était l'action. A la fac, on volait tout ce qu'on pouvait : les livres, les machines, tout le matériel de l'université... On revendait tout, et avec l'argent on achetait de l'essence pour fabriquer des cocktails Molotov. On organisait aussi des pillages des magasins de luxe. On ne payait jamais les transports en commun, on se déplaçait toujours en groupe. On ne faisait pas que de la politique, on vivait ensemble, on faisait tout ensemble. On ne travaillait pas. On

vivait ensemble dans deux ou trois endroits où on se réunissait et où on organisait les manifestations. Je ne sais pas comment fonctionnaient les groupes politiques organisés...

Donc, les membres du CAU habitaient ensemble...

UGO TASSINARI : Non, on n'habitait pas tous ensemble mais on avait l'habitude de se retrouver dans deux ou trois appartements pour discuter et s'organiser. On passait très peu de temps avec nos parents, on passait beaucoup de temps ensemble. Beaucoup de petits groupes autonomes vivaient de cette façon. La politique était considérée comme quelque chose d'important mais ce n'était pas le plus important. Le plus important c'était les rapports humains : la vie était plus importante que la politique.

Comment s'organisaient les autoréductions ?

UGO TASSINARI : Il y avait trois ou quatre formes d'autoréductions. Il y avait les autoréductions d'électricité dont j'ai déjà parlé : certains groupes demandaient l'électricité à demi-tarif ou à huit lires le kilowatt-heure. La différence à Naples c'est qu'il n'y avait jamais de coupures d'électricité car ils craignaient des réactions violentes. Dans les autres villes, au contraire, les militants organisaient des groupes d'autodéfense pour empêcher les coupures. La seconde forme d'autoréductions, c'était pour les concerts. Une centaine de jeunes se présentaient à l'entrée : si on ne les laissait pas rentrer, ils lançaient des cocktails Molotov. Une fois, des cocktails Molotov ont même été lancés sur la scène pendant un concert de Carlos Santana et Francesco De Gregori. La troisième forme d'autoréductions c'est le pillage de supermarchés (qui est pratiquée encore aujourd'hui par les Tute Bianche). Le plus souvent, ces pillages étaient faits par des groupes de quinze ou vingt personnes : il y en avait sept ou huit qui prenaient les marchandises pendant que les autres surveillaient. Si un vigile arrivait, les autres pouvaient intervenir. Mais normalement les vigiles des supermarchés n'intervenaient pas par peur de dégâts matériels. Il y avait aussi des autoréductions dans les restaurants. Dans les restaurants, il y avait deux méthodes. Les plus sauvages déclenchaient une fausse bagarre et en profitaient ensuite pour partir sans payer. Les plus civilisés payaient 10 % de l'addition et s'en allaient simplement.

Quelle était la proportion d'appartements squattés dans les villes italiennes ?

UGO TASSINARI : A Naples, on peut distinguer deux grandes vagues d'occupations de logements. La première vague en 1973-1975, avec des occupations dans la banlieue. Les appartements occupés étaient encore en construction. Les habitants prenaient l'électricité sans payer et s'organisaient en groupes d'autodéfense, allant parfois jusqu'à la guérilla urbaine. Parfois les habitants obtenaient le maintien dans les lieux, parfois ils étaient expulsés. A chaque expulsion, les squatters allaient occuper l'école d'architecture avec des militants afin de préparer et d'organiser une nouvelle ouverture de squat. Cela permettait aux gens de rester unis.

La seconde vague d'occupations commence à la suite du tremblement de terre du 23 novembre 1980 qui fait 5 200 morts en Campanie et en Basilique. Il y a alors un mouvement très fort d'occupations car la municipalité PCI (en accord avec la Démocratie Chrétienne et le gouvernement national) essaye de chasser les ouvriers du centre-ville, comme dans toutes les villes européennes, sur le modèle de Haussmann. A Naples, il y avait encore un quartier ouvrier et lumpen dans le centre-ville. Les Brigades Rouges ont alors décidé d'intervenir dans cette lutte-là en kidnappant **Ciro Cirillo**, un dirigeant de la Démocratie Chrétienne. En échange de la libération de **Ciro Cirillo**, les Brigades Rouges demandèrent de l'argent pour les chômeurs, un salaire social, et l'arrêt des expulsions en centre-ville. Pour appuyer cette revendication, ils jambisèrent **Umberto Siola**, le maire adjoint de Naples chargé du logement. **Umberto Siola** était le président de l'école d'architecture. Il était professeur et membre du PCI. C'était le grand organisateur de la spéculation immobilière. Après le tremblement de terre, certains appartements squattés ont été légalisés avec un loyer symbolique. Les maisons populaires d'Acerra, dans la banlieue nord, qui existaient depuis 1973, ont été légalisées de la même façon.

Il y a eu aussi une lutte très violente à Milan en 1971 au cours de laquelle un enfant de deux ans est mort asphyxié par les gaz lacrymogènes. En 1974, des affrontements ont lieu à **San Basilio**, dans la banlieue Est de Rome. Au bout de trois jours, le 8 septembre, la police tire et tue un militant des Comités Autonomes Ouvriers de 19 ans qui s'appelait **Fabrizio Ceruso**. A ce moment-là, les squatters de **San Basilio** ont tiré sur la police avec des fusils de chasse et ont blessé cinq policiers. Suite à cet évènement, la police a dû renoncer aux expulsions à **San Basilio** et les militants de Rome ont commencé à se rendre armés dans les manifestations. Il y avait de nombreux squats à Rome. La ville s'est développée de manière sauvage dans les années 50 et 60 : beaucoup de gens arrivaient à Rome sans logement et s'installaient dans des bidonvilles. En 1974, il y avait plus de 5 000 squats à Rome. Mais la différence avec Paris c'est que les squats se concentraient sur des ensembles construits par les grandes sociétés immobilières. L'une des plus importantes occupations est celle du quartier de **La Magliana**. Depuis les années 80, **La Magliana** est surtout connue pour son gang. Le gang de **La Magliana** était lié aux services secrets. Une autre occupation importante à Rome est celle du bidonville de **Casal Bruciato** où des maisons populaires ont été construites et qui était organisée par l'OPR (Organisation Proletarienne Romaine).

Est-ce qu'il y avait dans certaines villes des quartiers où la police ne pouvait plus pénétrer ?

UGO TASSINARI : Il n'est pas possible de dire que la police ne pouvait plus pénétrer dans certains quartiers. Il n'y avait que dans les villes dominées par la mafia comme **Palerme**, **Reggio di Calabria**, et **Naples** où dans certains quartiers la police était contrainte de venir en force. Dans ces quartiers, les habitants empêchent souvent les arrestations si les policiers sont isolés : la voiture de police est attaquée et la personne arrêtée est libérée. Mais cela relève de la criminalité, cela n'a rien de

politique. Dans les années 70, la police n'avait pas connaissance de beaucoup d'actions militantes illégales. Dans les manifestations, les militants avaient des sacs remplis de cocktails Molotov. La police pouvait intervenir partout mais elle tolérait beaucoup de choses, c'était une question de rapport de forces. Dans les 105 usines, il y avait un climat menaçant à l'égard des directions et parfois la police préférait ne pas intervenir. La police n'intervenait pas non plus contre les cortèges des manifestations qui étaient organisés de manière militaire. Elle tolérait aussi les occupations d'universités.

Quelle était la fréquence des émeutes dans les villes italiennes ?

UGO TASSINARI : Il y avait deux types d'émeutes. Dans beaucoup de villes du sud, il y avait des émeutes d'ancien régime, c'est-à-dire des émeutes non-politisées liées à des questions particulières comme l'absence d'eau, la pauvreté, ou la violence de la police : des émeutes très brèves et très violentes, sauf dans le cas de la révolte de Reggio di Calabria, en 1970, où cela a duré six mois.

C'est une révolte qui s'est déclenchée suite au transfert de la Préfecture...

UGO TASSINARI : Oui, la Préfecture de région. Il y a eu cinq morts. Il y a eu aussi un attentat le 22 juillet à Gioia Tauro qui a fait six morts.

C'est un attentat qui a eu lieu dans un train et qui a fait une cinquantaine de blessés...

UGO TASSINARI : C'est Avanguardia Nazionale qui a fait cet attentat : un mouvement fasciste qui était actif à Reggio di Calabria.

Est-ce que l'attentat de Gioia Tauro était un moyen de réprimer la révolte de Reggio di Calabria ?

UGO TASSINARI : Non, c'était une action de soutien à cette révolte.

Peut-on qualifier d'insurrection la révolte de Reggio di Calabria ?

UGO TASSINARI : Oui, c'était une insurrection. Pendant six mois, les quartiers de Santa Caterina et Sbarre se sont proclamés « république autonome » : la police ne pouvait y rentrer qu'avec des chars.

Est-ce que les insurgés de Reggio di Calabria avaient des armes à feu ?

UGO TASSINARI : Oui, car la mafia calabraise, la N'Drangheta, était présente à Reggio. Etymologiquement, la N'Drangheta tire son nom du grec Andros et signifie littéralement, par excellence, « la société des hommes ». Il y avait donc deux types d'émeutes. Dans les grandes villes, au contraire, les émeutes étaient très fréquentes et avaient les caractéristiques des batailles de rue du mai 68 français. Pendant une période, à Rome et à Milan, chaque samedi il y avait une manifestation qui se terminait en affrontements. Il y avait aussi beaucoup d'affrontements avec les fascistes. En dix ans, il y a eu environ une vingtaine de morts de chaque côté. Au début, c'était avec des barres de fer et des couteaux. Ensuite ça a été avec des armes

à feu. Mais dans les premières années, seuls les fascistes utilisaient des armes à feu. Il est faux de dire, comme l'ont écrit certains, que les fascistes étaient plus nombreux que les gauchistes. A Milan, par exemple, les gauchistes étaient dix fois plus nombreux que les fascistes. Beaucoup de fascistes avaient des tendances criminelles, et beaucoup se sont engagés dans la criminalité organisée, notamment dans le trafic d'héroïne.

A partir de quand les militants d'extrême-droite se sont-ils lancés dans le trafic de drogue ?

UGO TASSINARI : Dès le début des années 70.

Est-ce que cette évolution s'est faite tout en restant organisés dans des groupes d'extrême-droite ?

UGO TASSINARI : Non, mais ces groupes-là ont gardé des liens de solidarité avec les fascistes. A Rome et à Milan, beaucoup de criminels urbains qui ne faisaient pas partie de la mafia n'étaient pas militants mais avaient une mentalité fasciste.

Quelle était la fréquence des vols à main armée dans les commerces et les banques ?

UGO TASSINARI : Il y a eu deux périodes. Au début, les vols à main armée servaient à financer la logistique des organisations révolutionnaires. Mais à partir d'un moment, quand ont pris fin les luttes dans les usines, beaucoup d'ouvriers d'avant-garde ont décidé que leur manière de continuer leur discours de refus du travail était d'abandonner l'usine pour vivre du vol à main armée. Plus tard, les militants se sont aperçus qu'ils avaient en fait le même discours que la bande à Bonnot en France ou que les anarchistes-expropriateurs en Espagne. Dans ce discours, le vol à main armée n'est plus une action criminelle mais une manière pour le prolétariat de commencer à exproprier la bourgeoisie, et donc une action révolutionnaire. Donc, de nombreuses bandes de jeunes autonomes ont décidé de vivre non seulement du vol mais aussi d'autres activités illégales comme par exemple le trafic de cannabis.

Combien de policiers italiens ont-ils été tués dans des affrontements entre 1969 et 1980 ?

UGO TASSINARI : En 1970, trois policiers ont été tués à Reggio di Calabria. En 1977, deux ont été tués par balle par des autonomes dans des émeutes : un à Rome et un à Milan. A la fin des années 70 et au début des années 80, une dizaine de militants d'extrême-gauche et entre quinze et vingt policiers sont morts dans des fusillades déclenchées à la suite d'un simple contrôle d'identité. Une vingtaine de policiers ont été assassinés par des militants de manière préméditée : une voiture de police était mitraillée avec une Kalachnikov et à chaque fois deux ou trois policiers étaient tués. A Rome, trois anciens policiers ont été tués par les Brigades Rouges au cours de la campagne « Terreur rouge ». Entre 1969 et 1978, 25 militants et 11 policiers sont morts dans des émeutes ou dans des fusillades déclenchées par un contrôle d'identité. A

cela il faut ajouter les policiers affectés à la protection des juges ou des hommes politiques qui ont été tués dans des kidnappings ou des attentats. Cinq policiers ont ainsi été tués dans l'enlèvement d'Aldo Moro.

Existait-il des coordinations de squatters ? Comment fonctionnaient-elles ?

UGO TASSINARI : Il existait des comités militants pour organiser les squats. Il y avait aussi des assemblées de squats. Mais il était très difficile d'organiser les familles de squatters : tout le monde voulait les appartements les plus grands et beaucoup ne voulaient pas faire le ménage...

Existait-il des coordinations réunissant les différents squats ?

UGO TASSINARI : Oui. Les leaders de chaque squat participaient aux réunions d'organisation de la défense militaire des squats. Pour défendre un squat, les militants fermaient le quartier en faisant des barricades dans les 150 à 200 mètres autour de la zone où vivaient les familles. Lorsqu'il n'était plus possible de tenir les barricades, les militants essayaient de s'échapper et ne restaient pas à l'intérieur du squat. Si la police entrait dans le squat, les femmes jetaient des objets sur les policiers et se servaient des enfants au moment de l'entrée de la police. Les hommes participaient aux affrontements avec les militants puis s'échappaient avec eux car s'ils étaient photographiés ils risquaient d'être arrêtés. Mais les policiers n'arrêtaient pas les femmes.

En ce qui me concerne, j'ai fait six mois de prison après avoir été arrêté dans des affrontements au cours d'une expulsion. A Naples, il y avait une forte tradition d'émeutes de chômeurs avec des occupations d'églises et de bâtiments publics. La police évacuait les occupants et ensuite par exemple les occupants évacués incendiaient un autobus. Mais les chômeurs qui étaient arrêtés dans ces émeutes ne restaient que quelques mois en prison.

Au bout de combien de temps en moyenne un squat était-il expulsé ?

UGO TASSINARI : S'ils n'étaient pas expulsés immédiatement, ils duraient longtemps facilement. Parfois les municipalités de gauche négociaient avec les propriétaires et permettaient aux squatters de rester.

Est-ce que les squatters qui étaient autorisés à rester devaient payer un loyer ?

UGO TASSINARI : Non, c'est seulement depuis une certaine période que les squatters ont commencé à payer un loyer. Un petit loyer... Le problème initial était qu'on avait construit peu de logements sociaux en Italie. On en avait construit moins que ce que prévoyait la loi en raison de la corruption des élus locaux par les sociétés immobilières.

De quand date la légalisation des squats ?

UGO TASSINARI : A Naples, c'est depuis le tremblement de terre de novembre 1980. A Rome, la plupart des Centres sociaux ont été légalisés au milieu des années

90 en échange d'une allégeance au maire de gauche, Francesco Rutelli. Certains Centres sociaux de Rome ont refusé la légalisation. A Milan, comme la mairie est de droite, la police municipale a attaqué plusieurs fois les Centres sociaux. Le squat Leoncavallo, qui avait été ouvert en 1976, a été expulsé en 1994 mais un propriétaire immobilier (Cabassi) a mis un immeuble à leur disposition. A Naples, Officina 99 a été ouvert le 1er septembre 1991. Officina 99 a un groupe de rap qui s'appelle le 99 Posse. Le maire de Naples, Rosa Russo Iervolino, qui était ministre de l'Intérieur en 1998-1999, est un membre de la Démocratie Chrétienne de centre-gauche. En août 2005, la municipalité a acheté l'immeuble d'Officina 99 et leur en confié la gestion.

Parmi les squats qui ont été ouverts en Italie dans les années 70, combien ont subsisté jusqu'à aujourd'hui ?

UGO TASSINARI : Environ une centaine. Par exemple à Acerra (dans la banlieue de Naples), à Casal Bruciato (à Rome), à Milan... Mais tous ces squats ont été légalisés par les municipalités de gauche. Les squats des années 90 sont différents de ceux des années 70. Un squat de punks et un squat habité par des familles, ce n'est pas la même chose. En Italie, dans les années 90, les squats sont surtout des Centres sociaux : ce ne sont plus des familles qui squattent mais des militants ou des sans-papiers.

Est-ce que des gens sont parvenus à obtenir la gratuité de l'électricité ou du téléphone ?

UGO TASSINARI : Pour le téléphone non, mais jusqu'il y a encore quelques années beaucoup de gens avaient l'habitude de prendre l'électricité sans payer. Aujourd'hui, avec les compteurs électroniques, ce n'est plus possible. Pour l'électricité, c'était possible car il suffisait de la prendre dans son immeuble. Pour le téléphone, ce n'était pas possible car il fallait avoir un numéro.

Les pillages collectifs de magasins étaient-ils surtout centrés sur des produits de première nécessité ?

UGO TASSINARI : Durant les émeutes, les vitrines étaient cassées et les magasins étaient pillés. Les pillages étaient fréquents. Généralement, ce n'était pas des produits de première nécessité qui étaient volés car il s'agissait de faire des actions démonstratives dans un but politique. C'était surtout des produits de luxe qui étaient volés et pas des produits alimentaires. C'était des actions concrètes qui se passaient de discours : c'était une manière de vivre et pas seulement de faire de la politique. Il y avait deux types de pillages : des pillages qui étaient organisés par des petits groupes et les pillages qui avaient lieu pendant les manifestations avec casse de vitrines. Dans les manifestations, les gens volaient des vêtements, des postes pour écouter de la musique, des appareils photos, de l'alcool... Les gens pillaient des magasins de luxe.

Quelle était la fréquence de ces pillages ?

UGO TASSINARI : A Naples, à la fin des années 70, à partir de 1976 c'était chaque semaine.

Est-ce qu'il y avait plus de pillages à Naples que dans les autres villes ?

UGO TASSINARI : Oui parce qu'à Naples il y avait un fort mouvement de chômeurs. Il y avait aussi une forte influence du discours politique des Noyaux Armés Prolétariens dans lequel l'illégalité était considérée comme révolutionnaire. Les Noyaux Armés Prolétariens étaient surtout implantés à Naples.

Dans quelle mesure était-il possible de prendre les transports en commun sans payer ?

UGO TASSINARI : C'était une des formes de l'illégalité diffuse qui n'était pas réprimée. En 1977, le Collectif Autonome Universitaire de Naples s'était spécialisé dans la fabrication de faux billets de train qu'on vendait à tous les militants à 25 % du prix. On achetait les billets les moins chers avec la plus courte distance et par-dessus on collait une photocopie d'un billet longue distance. Mais des sauvages nous achetaient nos billets pour ensuite se les faire rembourser au guichet ! Au guichet, les billets étaient remboursés à 90 %... On a mis plusieurs mois avant de s'en apercevoir ! Un jour, un copain nous a dit qu'il devait partir en urgence. On lui donne un billet. Quelques jours plus tard, on le revoit et on s'aperçoit qu'il n'est pas parti... Finalement, il nous a avoué qu'il avait besoin d'argent, qu'il nous avait menti, et qu'il s'était fait rembourser le billet... Nous on avait appris cette technique de fabrication chez les militants de Bologne, mais il devait y avoir au moins un groupe dans chaque ville spécialisé dans la fabrication de faux billets de train. Notamment parce que c'était une époque où les gens voyageaient beaucoup : les gens étaient accueillants, les maisons étaient ouvertes à tout le monde. La situation a changé quand ont pris fin les années 70, avec l'explosion du terrorisme.

Est-ce que les gens se sont mis à voyager moins par peur des attentats ?

UGO TASSINARI : Oui !

Dans quelle mesure pouvait-on en Italie « vivre sans argent » dans les années 70 ? Existait-il dans les quartiers des réseaux de solidarité permettant de pallier cette précarité ?

UGO TASSINARI : Il y avait des grandes formes de solidarité et de sociabilité. Au lycée, il était normal pour un groupe de copains de faire de la politique et de mettre son argent en commun pour se payer le café, le journal, et les cigarettes. C'était une mentalité très répandue. Par exemple, si un étudiant plus riche recevait de ses parents un paquet avec des provisions, il était normal que tout le groupe mange avec lui. C'était plus un fait culturel que politique. Les maisons étaient ouvertes, les frigos aussi. Pour le téléphone, c'était un peu plus difficile ! Pour les vacances c'était pareil : les gens partaient ensemble et mettaient l'argent en commun. Il y avait une forte condamnation sociale de l'égoïsme.

Dans quelle mesure les autonomes italiens étaient-ils partie prenante du mouvement des autoréductions ?

UGO TASSINARI : Le rôle des autonomes était fondamental.

Qu'est-ce qu'était l' « Autonomie désirante » ?

UGO TASSINARI : L'Autonomie désirante était la théorie qui a surtout été développée par Franco Berardi (dit « Bifo »), qui reprenait d'une part les idées de Gilles Deleuze et Félix Guattari sur L'Anti-Œdipe, et d'autre part la théorie du besoin de la philosophe hongroise Agnes Heller (qui était proche d'Adorno et de l'Ecole de Francfort). Il y avait aussi un courant féministe. Le discours sur l'autonomie désirante est une rupture fondamentale avec le marxisme et la théorie de la plus-value. Dans la théorie de l'Autonomie désirante, le capitalisme repose sur la fonction de commandement. Donc, selon cette théorie, toute action cassant la fonction de commandement est révolutionnaire. Portée à l'extrême, cette idée peut aboutir à rompre les formes de solidarité prolétarienne.

Est-ce que tu veux dire que cela peut aboutir à des comportements individualistes ?

UGO TASSINARI : Oui, et cela peut aboutir à un discours potentiellement dangereux. C'est un discours très puissant mais qui peut aussi être dangereux.

Est-ce qu'on peut dire que l'Autonomie désirante est une réémergence de l'anarchisme individualiste ?

UGO TASSINARI : Non, l'Autonomie désirante était plus liée à des formes d'individualisme non-politique. En Italie, la mouvance anarchiste individualiste était groupusculaire.

Qu'est-ce qu'était le transversalisme ?

UGO TASSINARI : Le transversalisme est un petit courant culturel dans le même courant de pensée que l'Autonomie désirante. Le transversalisme reprenait les idées de Lacan sur le pouvoir de la parole. Les manifestations de ce discours transversaliste étaient ridicules : elles finissaient par ressembler à un jeu intellectuel. Les transversalistes étaient incapables d'agir sur la réalité. A Naples, il y avait un petit groupe de transversalistes qui participaient aux assemblées : des étudiants en médecine. L'un commençait une phrase et l'autre la finissait... C'était lourd !

Des sortes de happenings...

UGO TASSINARI : Oui !

Est-ce que le transversalisme était une tendance de l'Autonomie désirante ?

UGO TASSINARI : Oui !

La principale revue transversaliste c'était... A-Traverso ?

UGO TASSINARI : Non, A-Traverso était la revue de Bifo et de l'Autonomie désirante. La principale revue transversaliste c'était Zut.

Mais on ne peut pas réduire l'Autonomie désirante au transversalisme...

UGO TASSINARI : Il y avait des autonomes désirants qui n'étaient pas transversalistes...

Est-ce que tous les transversalistes faisaient partie de l'Autonomie désirante ?

UGO TASSINARI : Non, mais les transversalistes et l'Autonomie désirante avaient un discours, une sensibilité, et une mentalité très proches.

Qui étaient les Indiens Métropolitains ?

UGO TASSINARI : Les Indiens Métropolitains portaient de l'idée d'une crise totale de la politique, d'une impossibilité de transformations sociales, et de la faillite du mouvement révolutionnaire, et considéraient par conséquent que la seule chose à faire était de manier l'ironie contre le pouvoir, par le détournement, les calembours et le paradoxe. Dans la première phase du mouvement de 1977, les Indiens Métropolitains ont joué un rôle très important dans l'expulsion des vieux leaders gauchistes, mais ensuite ils ont abandonné le mouvement quand la lutte s'est radicalisée. Beaucoup sont devenus toxicomanes. Une grande part de leur discours utilisait les instruments du transversalisme. Les Indiens Métropolitains, le transversalisme, et l'Autonomie désirante font partie du même ensemble logique.

Est-ce que le terme d' « Indiens Métropolitains » était une expression pour désigner l'Autonomie désirante ?

UGO TASSINARI : Non, ça n'était pas la même chose, mais les Indiens Métropolitains avaient une manière de faire similaire à celle de l'Autonomie désirante.

Est-ce que les Indiens Métropolitains et les transversalistes faisaient partie de l'Autonomie ?

UGO TASSINARI : Non. Bifo avait été un dirigeant de Potere Operaio mais il était spontanéiste.

ENTRETIEN AVEC VINCENZO MILIUCCI

Vincenzo Miliucci est né à Rome en 1943. Employé de l'ENEL (compagnie nationale d'électricité), il est d'abord membre du Parti Communiste et de la CGIL. En 1968, il devient secrétaire de section au PCI et fait partie de la direction de la CGIL-Electricité de Rome. En juin 1969, il participe à la création du journal Il Manifesto, qui représente alors l'aile gauche du parti. En novembre 1969, les membres du Manifesto sont exclus pour avoir condamné l'intervention de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie. Un an plus tard, Vincenzo Miliucci crée en janvier 1971 le Comité Politique de l'ENEL de Rome. Le Comité Politique de l'ENEL critique la transformation du Manifesto en une organisation politique à visées électorales et décide de quitter le Manifesto en février 1972. Le Comité Politique de l'ENEL devient alors un collectif autonome qui forme, avec le collectif du Policlinico, le collectif de la Via dei Volsci, et prend ensuite le nom de Comité Autonome Ouvrier en 1974. Principal leader de l'Autonomie romaine des années 70, Vincenzo Miliucci est aujourd'hui l'un des porte-parole des COBAS (syndicats de base).

Est-ce que tu pourrais me parler des origines du mouvement autonome en Italie ?

VINCENZO MILIUCCI : Je crois que le livre édité par Savelli¹ exprime bien la logique de construction d'une « structure non-structurée ». L'Autonomie ouvrière n'avait rien à voir avec les partis communistes ou les groupes anarchistes. Les origines du mouvement autonome se trouvent dans le mouvement ouvrier et étudiant de 1968-1969. Mais le moment constituant c'est en mars 1973, avec une assemblée constituante de l'autonomie ouvrière : avec un A et un O minuscules, parce que ça n'avait rien d'officiel. Tout ça va naître de la dissolution de Potere Operaio ainsi que de la gauche ouvrière de Lotta Continua qui quitte Lotta Continua en 1973. De ce magma en discussion et en dissolution va naître quelque chose qui vise plutôt un programme qu'une organisation : des structures de type soviétique, des conseils territoriaux. Cette mouvance autonome va naître de la rencontre de différents groupes : l'assemblée autonome de la Fiat de Turin (qui est née en 1967 et va se dissoudre en 1969), l'assemblée autonome de l'Alfa-Roméo de Milan, le Collectif Politique de la SitSiemens, et le Comité Politique de Pirelli (fabrique de pneus). Ces groupes de l'Autonomie ouvrière rencontrent le Comité Politique de l'ENEL (qui vient de la gauche du Parti Communiste : le groupe du Manifesto) et le collectif du Policlinico (le plus grand hôpital de Rome). Le collectif du Policlinico était issu du mouvement étudiant de la faculté de médecine, et notamment du groupe catholique Mani Tese (Les Mains Tendues) .

Donc il y a cette conjonction entre Rome et Milan. A Naples, il y a aussi les groupes d'Italsider (hauts-fourneaux) et d'Ignis (fabrique de réfrigérateurs). Cette

¹ Comitati Autonomi Operai di Roma, Autonomia Operaia : Nascita sviluppo e prospettive dell'area dell'autonomia nella prima organica antologia documentaria, SAVELLI, 1976

convergence se produit à un moment où on a le concours de différents éléments : une très forte immigration intérieure (du sud vers le nord), de très gros problèmes de logements, une hausse du coût de la vie, une très très forte répression, et un fascisme diffus qui a commencé avec les massacres d'Etat. Tout ça concourt à cette assemblée constituante de 1973 dont les groupes vont être à la fois la force et la limite. J'ai oublié de mentionner le nord-est où il y avait une très importante assemblée autonome à Porto Marghera. A Porto Marghera il y avait des usines chimiques et la métallurgie était très importante. C'est encore aujourd'hui un enfer. Cette assemblée constituante de 1973 a lieu à Bologne. Elle ouvre une mauvaise période qui dure jusqu'en 1975. En appel, on voit bouger une sorte de magma : il y a des grèves de secteur, comme dans la métallurgie, ou on a des grèves plus générales qui s'appuient sur la hausse du coût de la vie. C'est sur cette base qu'on commence à envisager ce qu'on appelle les achats prolétaires (notamment les pillages), dans le sens de la réappropriation des richesses. C'est en 1972, sur l'initiative du Comité Politique de l'ENEL, que tout cela démarre d'une manière claire avec l'initiative de l'autoréduction de la facture d'électricité. Ça commence à Rome, mais il y en a aussi à Milan et à Naples. Entre 1972 et 1985 (où ça s'arrête à Rome), on a quelque chose comme 35 000 foyers qui pratiquent l'autoréduction d'électricité.

Donc on peut imaginer que les familles et les personnes qui sont impliquées sont beaucoup plus. Est-ce que tu veux dire 35 000 foyers qui pratiquent de manière régulière l'autoréduction d'électricité ?

VINCENZO MILIUCCI : Il y avait des comités dans chaque quartier qui tenaient une comptabilité de ces autoréductions : c'était un gros travail ! On peut estimer qu'à Naples, les autoréductions d'électricité concernaient 2 500 foyers, en Vénétie 5 500, et à Milan entre 4 000 et 5 000. A Rome, les employés de l'ENEL refusaient de pratiquer des coupures d'électricité. Donc il y avait une organisation en ce sens. Un point fondamental dans ce processus de constitution matérielle c'est la lutte pour le logement. Il y a ces immigrés qui viennent du sud de l'Italie, qui vivent dans des maisons abandonnées ou qui dorment la nuit dans des stations de métro ou sur des cartons. A Rome, l'occupation des logements vides est une des premières périodes politiques du mouvement. 1967, c'est mon année de naissance à la vie politique, quand à Rome il y a sept grands bidonvilles du même type que ceux que l'on trouve au Brésil : des conditions de vie avec des rats, des ordures partout, sans eau et sans électricité. Les problèmes de logement sont immenses. En 1967, je commence mon militantisme avec le Comité d'Agitation Banlieues. Le problème du logement était très présent à Rome, aussi dans d'autres villes, mais Rome c'était un petit peu une ville de passage parce que soit tu avais un frère ou un ami chez qui tu pouvais y loger dans un premier temps, soit Rome était sur ta route pour monter vers les grandes usines du nord. Donc ça commence avec des occupations de logements vides pour résoudre ce problème, avec tout de suite des affrontements et des situations très tendues avec la police où il est arrivé qu'on se tire dessus et qu'il y ait des enfants qui meurent. Cette lutte sur le logement est une lutte pour l'abolition de la banlieue

en tant que bidonville : en tant que condition du lumpenprolétariat. C'est une situation de victime et d'impuissance où peuvent agir les paternalismes des partis, et notamment le paternalisme du Parti Communiste qui vient amener la petite fontaine d'eau mais qui la laisse la condition des gens telle qu'elle est. Dans la lutte pour le droit au logement naît quelque chose de nouveau qui fait connaître les problèmes de logement et qui va inscrire dans la politique les problèmes de logement de ceux qui vivent dans ces bidonvilles. Les Collectifs Agitation-Banlieue sont créés en 1967, les premiers squats s'ouvrent en 1969. Et depuis 1969, cette lutte a permis jusqu'à aujourd'hui de loger 250 000 romains.

Et donc, dans cette période d'incubation... Est-ce que tu veux dire la période 1969-1973 ?

VINCENZO MILIUCCI : Non. Pour fixer les dates, 1972-1973 c'est la période de dissolution des groupes, 1973 c'est l'année de cette assemblée constituante qui est comme une boîte dans laquelle vont rentrer tous les collectifs dont j'ai parlé, et 1973-1975 c'est la période d'expansion. Est-ce que tu peux dire combien de personnes ont participé au congrès de Bologne en mars 1973 ? **VINCENZO MILIUCCI :** C'est une question à laquelle il est difficile de répondre. Je pourrais te dire qu'il y avait 500 personnes : la salle était pleine... Ce qui est important c'est que dans cette assemblée constituante de Bologne, il y avait toutes les réalités qui se rejoignaient sur le différent de l'autonomie du capital. Donc, un terrain d'autonomie dans l'usine, avec les autoréductions, ou avec la lutte pour les logements. Il y avait des gens de la raffinerie pétrochimique d'Otana (en Sardaigne), de la pétrochimie de Sicile, du collectif de Sacib (les composants électroniques pour automobiles) de Bologne, ou de l'Italsider de Gênes. Ce qu'il est important de préciser, c'est que chaque jour tu pouvais mourir ou te retrouver en prison. On posait aussi concrètement le problème de la réduction de la fatigue : sur les chaînes de montage des fabriques de voitures, sur quatre voitures qui passaient, on en faisait qu'une seule. Naturellement, cela implique qu'il y ait un groupe d'ouvriers qui interviennent en cas de protestation des contremaîtres pour leur dire « Laissez-nous tranquilles ! ». A Mirafiori (l'usine Fiat de Turin), il y avait des ouvriers qui portaient des foulards rouges : cela signifie que la police n'arrivait plus à contrôler l'usine, qu'elle n'avait plus aucun pouvoir sur l'usine. Donc, face à la stratégie de la tension, face aux tentatives de coup d'Etat...

Il y avait en Italie à partir de 1964 des projets concrets de coup d'Etat militaire.

VINCENZO MILIUCCI : Toute cette ambiance signifie que tu devais organiser toi-même une résistance de la base. En 1974, il y a l'évasion de Valpreda : un anarchiste accusé du massacre du 12 décembre 1969 (Piazza Fontana, à Milan). A cette époque les ouvriers découvrent l'antifascisme militant. A Rome, les fascistes représentaient un parti très très fort. Il fallait se défendre. Mais, pour revenir à ce que je disais, il y a donc cette période d'incubation entre 1973 et 1975 où il y a déjà un processus constituant. Cela veut dire qu'il y a déjà autonomie. Et autonomie cela signifie partir des besoins matériels et, au bout d'un moment, le refus absolu de la délégation.

Même en ce qui concerne la violence. On sait bien que la vie c'est violent, donc tu dois savoir t'organiser pour résister à la violence du pouvoir : 116 le pouvoir c'est violent. Donc, à Rome, en 1974, vont naître les Comités Autonomes Ouvriers qui vont choisir comme siège le 6 Via dei Volsci. Deux autres collectifs rejoignent les Comités Autonomes Ouvriers : les Comités Ouvriers de la Fiat et le CUB (Comités Unitaires de Base, cheminots). Il faut bien voir que le CUB est un des plus puissants groupes de l'Autonomie Ouvrière : si les cheminots bloquent les gares, c'est toute l'Italie qui est bloquée !

Donc, en janvier 1974 vont naître les Comités Autonomes Ouvriers. Est-ce que tu as une idée du nombre de collectifs qui étaient représentés au congrès de Bologne ?

VINCENZO MILIUCCI : Il y avait peut-être 40 ou 50 structures mais ce qu'il faut bien voir c'est qu'il s'agissait de structures de masse. Cela veut dire que dans les usines un collectif est assez puissant pour paralyser toute l'usine. Donc c'est des groupes qui élisent les délégués de manière autonome. Mais au moment où on négocie, c'est comme si tout le monde était délégué, parce que même si il n'y a que quatre personnes qui rentrent dans le bureau, il y a tout le monde qui reste dehors comme puissance présente, avec une très grande force ! Ce qu'il faut voir aussi dans ce mouvement qui part de la base, sans maître ni père, c'est qu'il a une très forte attraction sur des parties considérables du mouvement étudiant qui ne sont affiliées à aucun groupe. Cette partie du mouvement étudiant qui ne se fige pas dans les formes sclérosées des groupes déjà constitués est attirée par les collectifs autonomes. Ce sont des gens très jeunes, pour la plupart beaucoup plus jeunes que les ouvriers, mais qui ne sont pas tous en contact pour la première fois avec des ouvriers, car par exemple à Mirafiori il y avait déjà des étudiants aux portes de l'usine. A Rome, si on prend en compte le Policlinico, l'université, et le quartier de San Lorenzo (qui est un quartier ouvrier) avec la Via dei Volsci, on voit bien qu'on obtient un bloc homogène où l'on bouge entre l'hôpital, l'université, et la Via dei Volsci. En 1974, il y a aussi une partie des collectifs des facultés de physique et de lettre qui rejoignent les Collectifs Autonomes Ouvriers. En 1972, les comités de l'ENEL et du Policlinico organisent régulièrement des autoréductions dans au moins six quartiers de Rome, et continuent à mener dans le même temps la lutte du logement entamée en 1969. En 1974 a lieu un événement important qui concerne la banlieue de Rome, notamment la commune de San Basilio. Il y a des affrontements avec la police qui durent trois jours. La police intervient en force avec 1 500 hommes dans le but d'expulser 200 familles. La tension est très très forte. Au troisième jour, le 8 septembre, une femme prend le fusil de chasse de son mari et tire sur la police. La police ouvre le feu et tue un jeune de 19 ans de Tivoli, Fabrizio Ceruzzo. A partir de cette date, la lutte pour le logement se fera en son nom. La réaction des habitants de San Basilio est immédiate : les réverbères sont abattus et jetés en travers des rues, plongeant ainsi tout le quartier dans le noir. La police se réfugie sur un terrain de football et là, vraiment, on lui tire dessus de tous les côtés ! Des policiers sont blessés. Le ministre de l'Intérieur décide d'envoyer 2 500 policiers en renforts mais

finalement ce qu'on a appelé « la bataille de San Basilio » prend fin à ce moment-là et l'envoi de ces renforts est annulé. Au début de l'année 1974, il y a eu une vague d'occupations à Rome. Cela commence le 17 janvier avec une cinquantaine de familles qui occupent des appartements dans les quartiers Est. Dans les vingt jours qui suivent, 5500 appartements sont occupés. Il faudra l'intervention de l'armée pour y mettre fin au mois de mars. Avec ces occupations, on a vraiment touché l'un des points centraux des problèmes de la vie à Rome. Donc c'est pour ça qu'il y avait des gens qui rejoignaient le mouvement qui n'avaient même de la base de la Démocratie Chrétienne ou des socialistes, donc qui n'avaient rien à voir, mais vivaient ces conditions de prolétaires, et donc qui rejoignaient cette lutte. En mars 1974, les occupants ont dû partir : les affrontements ont été très très durs. Cette lutte a montré la faillite de la politique du logement des partis de gouvernement de droite ou de gauche.

Est-ce que les squatters ont été évacués par la force ?

VINCENZO MILIUCCI : Oui, mais la lutte pour le logement a continué jusqu'à aujourd'hui. Les occupations se sont poursuivies dans les nouveaux quartiers : Rome s'est développée comme ça.

Est-ce que tu pourrais m'expliquer les différences politiques qu'il y avait entre Rosso et les Volsci ?

VINCENZO MILIUCCI : En 1972, Negri quitte Potere Operaio et regarde avec intérêt l'autonomie ouvrière (à entendre ici avec deux minuscules). Cette année-là, il y a une rencontre à la faculté de science politique de Precanziol (près de Trévise) à laquelle j'étais présent. A la conférence de Precanziol, Negri s'ouvre à ce magma en effervescence. Negri vit alors à Milan. Il rentre en correspondance avec Rosso, la revue du groupe Gramsci. A ce moment-là il y a la préparation du congrès de 1973. On écrit couramment dans Rosso et dans le journal Potere Operaio del Lunedì.

De qui parles-tu exactement en disant « on » ?

VINCENZO MILIUCCI : L'autonomie ouvrière de base.

C'est ce qu'on appelle en Italie « l'autonomie diffuse ».

VINCENZO MILIUCCI : Ce n'est pas spontanéiste... C'est donc l'Autonomie organisée...

Oui, c'est une autonomie qui est diffuse mais en même temps qui est rattachée à des collectifs d'usine ou à des collectifs territoriaux... Donc ce n'est pas spontanéiste en ce sens-là...

VINCENZO MILIUCCI : Donc en 1972 on écrit dans Potere Operaio del Lunedì. Le journal s'arrête en mars 1973. L'Autonomie diffuse écrit en même temps dans Potere Operaio del Lunedì et dans Rosso. Il y a une polémique avec Negri : une polémique qui tourne autour d'une critique de son attitude sectaire. Pour les Volsci, Negri

continue à traîner avec lui cette tendance sectaire. La conception que Negri se fait de sa relation avec les collectifs ouvriers de l'Alfa, de Siet Siemens, et de Pirelli n'est pas celle d'une relation égalitaire. Negri conçoit les ouvriers comme une masse de manœuvre. Dans cette critique qui est adressée à Negri et à tous les groupes qu'il y a autour (donc aussi à Asor Rosa et à Mario Tronti surtout)... En 1976, Mario Tronti publie L'Autonomie du politique. Mario Tronti faisait partie des Quaderni Rossi : il avait un rôle très important pour Potere Operaio et l'Autonomie. Tronti soutient cette thèse de l'autonomie du politique. Cette théorie introduit une séparation entre le politique et le social, mais aussi entre le but et les moyens. Donc pour Negri et son groupe, le but (la nouvelle société) devient moins important que les moyens. Les moyens c'est le politique, donc le parti, le parti léniniste. Et le social, c'est la masse de manœuvre en ce sens-là.

Le parti est considéré comme un moyen... Negri conçoit le parti comme un moyen... Mais ce n'est pas exactement ça, c'est qu'il considère que les moyens sont plus importants que le but. Si tu penses à la thèse de Mario Tronti sur l'autonomie du politique, si le politique devient autonome par rapport à sa base sociale, cela signifie qu'il y a une rupture entre le social et le politique. Il n'y a plus de correspondance. Il y a une autonomie du politique, qui dans certains cas aboutit à créer une avant-garde dans l'espace social. En ce sens-là, le social c'est le troupeau qui suit et qu'il faut diriger. La fracture avec Negri se fait sur ce point-là.

VINCENZO MILIUCCI : Mais les ouvriers de l'Alfa, de Sit-Siemens, et de Pirelli n'étaient pas du tout de la masse de manœuvre : c'était des gens qui avaient des épaules bien larges, qui avaient un cerveau, et qui savaient ce qu'ils voulaient. De toute façon, même s'il y a un rapport critique avec Negri, il y a en tous cas une relation avec lui. Cette relation avec Negri prend fin au printemps 1976. A ce moment-là, les collectifs de la Via dei Volsci considèrent qu'ils n'ont même plus de perspective commune avec Negri. L'année 1977 arrive : c'est la révolte des précaires et des chômeurs, qui se produit surtout à Rome. Même s'il y a eu à Bologne le rassemblement international, Radio Alice, et l'assassinat de Francesco Lo Russo (un militant de Lotta Continua), à Bologne le mouvement de 1977 a lieu surtout au printemps et durant l'été. 60 % du mouvement de 1977 se déroule à Rome. Il y a la grande manifestation du 12 mars suite à la mort de Francesco Lo Russo durant laquelle ont lieu de nombreux affrontements. Mais l'évènement de départ, c'est l'expulsion de Luciano Lama (secrétaire général de la CGIL) de l'université de Rome. Lama était venu avec son service d'ordre faire une leçon de morale durant l'occupation de l'université... Il y a eu aussi la coordination nationale du mouvement de 1977 (avec une participation européenne) à la fin du mois de février. C'est Oreste Scalzone qui avait rédigé la motion finale.

Mais cette coordination nationale, ce n'était pas la coordination de l'Autonomie, c'était quelque chose de plus large ?

VINCENZO MILIUCCI : Oui, ça c'est le mouvement de 1977 ! Et Negri ne comprend pas ce mouvement de précaires. Il ne comprend pas les achats prolétaires : les pillages. Alberto Asor Rosa, qui était un leader historique de l'opéraïsme, écrit alors dans L'Unità (le quotidien du Parti Communiste) que « c'est la société des un tiers qui veut écraser la société des deux tiers ».

Asor Rosa avait fait partie des Quaderni Rossi et de Potere Operaio.

VINCENZO MILIUCCI : Asor Rosa parlait au nom du Parti Communiste. Au niveau du projet social, le Parti Communiste soutenait les libéraux.

Est-ce que tu pourrais dire combien de personnes regroupait le collectif de la Via dei Volsci ?

VINCENZO MILIUCCI : Il y avait une vie collective autour des Volsci qui rassemblait entre 200 et 500 personnes. Le 7 novembre 1977, la police ferme le siège historique du collectif situé au 6 de la Via dei Volsci. Le jour même, le collectif fait une conférence de presse annonçant son installation dans de nouveaux locaux situés dans plusieurs bâtiments de la Via dei Volsci. Le local du numéro 6 a été fermé pour « association subversive ». Le 9 novembre, les 96 accusés sont allés faire la queue devant le bureau du procureur général pour lui demander pourquoi le local avait été fermé. En fait, le local avait été fermé à la demande du ministre de l'Intérieur Cossiga qui insistait depuis longtemps pour demander l'arrestation de tous les membres du collectif et la fermeture du 6 Via dei Volsci. Le procureur général lui demandait des preuves de culpabilité mais il n'y en avait pas !

Le 9 novembre, je suis allé voir le procureur général, je suis rentré dans son bureau, et je lui ai demandé : « Qu'est-ce qui se passe ? ». Il m'a répondu : « T'inquiètes pas Miliucci, on vous laisse en liberté, on vous envoie pas en prison, on ferme juste le local ». Pour revenir à ta question, il y a donc entre 200 et 500 personnes qui participent à la vie du collectif. Il y avait plusieurs collectifs qui avaient leur propre local et qui s'étaient associés au local central de la Via dei Volsci. Quand il y avait une réunion de coordination, tous ces collectifs se réunissaient Via dei Volsci. Il y avait aussi des commissions pour suivre par exemple les questions internationales ou ce qui se passait dans les usines. En manifestation, c'était extrêmement variable : on pouvait rassembler de vingt personnes jusqu'à 20 000 ou 30 000. Il faut dire aussi qu'entre 1972 et 1977, il s'est construit en quelque sorte une hégémonie de la Via dei Volsci, qui atteint son apogée en 1977 quand le quartier de San Lorenzo (autour de la Via dei Volsci) devient une sorte de « quartier général ». Il faut comprendre le lien entre l'université, le Policlinico, et Via dei Volsci, qui se situent tous les trois dans le quartier de San Lorenzo. Au Policlinico, entre 1972 et 1974, l'hôpital a été complètement conquis par la lutte menée par le Comité Autonome. Jusqu'en 1974, le Policlinico était géré par l'université. L'hôpital était sous la tutelle des professeurs d'université, qui exerçaient sur les travailleurs un pouvoir totalement incontrôlé. On a mené une lutte pour que l'hôpital soit placé sous

l'autorité de la région, et c'est ce qui a été obtenu avec la loi de 1974 qui est un acquis de cette lutte. C'était en quelque sorte une lutte pour rendre l'hôpital au peuple.

Est-ce que les Comités Autonomes Ouvriers étaient seulement une structure locale ou est-ce qu'ils regroupaient aussi des collectifs de d'autres régions ?

VINCENZO MILIUCCI : Entre 1973 et 1975, il y a des structures territoriales qui sont tout à fait indépendantes les unes des autres : il y en a à Rome, il y en a à Naples, il y en a à Milan... La particularité de l'Autonomie c'est, comme Marx, de partir des besoins et pas du capital. Marx part des besoins de la classe ouvrière et du lumpenprolétariat plutôt que d'une considération théorique et abstraite du capital. Les collectifs autonomes c'était toute une série de pratiques (les autoréductions entre 1972 et 1985, la lutte pour le logement...), mais c'était aussi le féminisme.

Le féminisme était une composante du mouvement. Nous avons été les premiers à pratiquer les avortements : avec la méthode Karman (que des Français nous avaient appris). On faisait ça nous-mêmes d'abord avec une pompe à vélo, puis avec une pompe électrique, jusqu'à ce qu'on s'installe à l'hôpital. A l'hôpital c'était des femmes qui s'occupaient de ça. Jusqu'à ce qu'intervienne la police, avec l'arrestation de ces camarades, qui sont sorties le poing levé.

En 1974, on pose aussi avec radicalité la question écologique. On pose les bases de la critique du nucléaire. Auparavant, toute la gauche était productiviste et donc pronucléaire. Le 20 mars 1977, il y a eu l'occupation à Montalto di Castro d'un terrain où devait être construite une centrale nucléaire. Cette occupation a duré trois jours et a rassemblé 20 000 personnes. Une occupation de ce type, ça ne s'improvise pas. Il y a aussi la question de la jeunesse. C'est vrai qu'en 1968 il y a eu une explosion de liberté, mais cette libération n'a pas concerné les espaces. C'est seulement en 1976 qu'il y a les premières tentatives de centres sociaux occupés. Cela ne dure pas plus de quarante-huit heures, mais c'est la première fois qu'on aborde le problème. Le premier centre social occupé qui durera à Rome ne sera ouvert qu'en 1985. Il y avait aussi des actions contre le travail au noir. On faisait des rondes et on disait à chaque patron : « Soit tu régularises les gens qui travaillent là, soit on casse tout ». En ce qui concerne l'organisation, on ne faisait pas de fétichisme. Ainsi en 1977, on avait le choix entre deux possibilités : soit maintenir la structure des Comités Autonomes Ouvriers, soit s'ouvrir au mouvement de 1977 (qui dure jusqu'à l'enlèvement d'Aldo Moro). Tout le monde n'était pas d'accord, mais moi j'étais partisan de l'ouverture. Pour moi, ça, c'était la continuité.

Et finalement, est-ce que vous vous êtes ouverts au mouvement de 1977 ?

VINCENZO MILIUCCI : Oui, on a fait le choix de l'ouverture. Le local était ouvert aux autres collectifs et on faisait des réunions en commun. Radio Onda Rossa est née en mai 1977 : c'est un bon exemple de cette ouverture. Au mois de mai, on a décidé de faire cette radio. Ça a été une erreur. On discutait de savoir s'il fallait faire une radio ou une chaîne de télévision. A cette époque, les coûts étaient quasiment équivalents. On a choisi de faire une radio : ça a été une belle erreur ! On aurait très

bien pu faire une chaîne de télé ! Radio Onda Rossa existe encore aujourd'hui. C'est une radio complètement ouverte dans le sens où il y a plusieurs tendances : ce n'est pas la radio d'un groupe. D'ailleurs le nom de la radio a même été choisi au cours d'une assemblée d'ouvriers et d'étudiants. L'appel de Bologne contre la répression a aussi été rédigé par des camarades de Radio Onda Rossa qui l'ont proposé à Jean-Paul Sartre par l'intermédiaire de Félix Guattari. C'est comme ça qu'a été organisé à Bologne, au mois de septembre, le rassemblement international contre la répression. Le maire de Bologne, qui était communiste, avait refusé de mettre des locaux à disposition pour héberger les gens qui venaient pour le rassemblement international, qu'ils qualifiaient de « barbares ». Mais l'épicentre du mouvement de 1977 c'était Rome. C'est à Rome que Giorgina Masi a été tuée. A Bologne, l'armée n'est intervenue qu'une seule fois avec des chars : le 11 mars 1977. A Rome, c'est arrivé à plusieurs reprises.

Est-ce que tu pourrais préciser la chronologie des événements qui se sont déroulés en 1977 ?

VINCENZO MILIUCCI : Les 26 et 27 février, il y a à Rome la réunion de la coordination nationale du mouvement de 1977, à laquelle participent aussi des gens de d'autres pays d'Europe.

Est-ce que cette coordination nationale a un rapport avec l'appel de Bologne ?

VINCENZO MILIUCCI : Le 11 mars, Francesco Lo Russo est tué à Bologne. Le 12 mars, il y a une grande manifestation à Rome. Les 26 et 27 février, il y a cette assemblée à Rome qui pose en quelque sorte les bases du mouvement de 1977. En septembre, on décide d'organiser un rassemblement contre la répression à Bologne (là où Francesco Lo Russo a été tué). Jean-Paul Sartre est contacté au mois de juillet pour rédiger un appel pour le rassemblement de Bologne. L'appel de Bologne est lancé au mois de juillet. Il y avait donc tout un réseau de relations...

Est-ce que tu pourrais dire combien de personnes regroupait chacun des quatre comités des Volsci ?

VINCENZO MILIUCCI : En 1974, le comité de l'ENEL regroupait entre 200 et 300 personnes. Mais si on faisait grève, on arrivait à mobiliser 4 000 personnes. En février 1971, le comité du Policlinico regroupait une centaine de personnes, mais en cas de grève il pouvait rassembler entre 5 et 10 % des employés. Le comité de la Fiat regroupait une vingtaine de personnes. Il s'est autodissout en 1975. Sur les vingt, il n'y avait que six ou sept ouvriers. La CUB s'est autodissout en 1976. Elle rassemblait une cinquantaine d'agitateurs. Mais la CUB, c'était les chemins de fer : si on faisait grève, c'est toute l'Italie qui était bloquée. Mais c'est surtout l'université qui a élargi le mouvement en 1977. Une des particularités de Rome c'est qu'on a toujours lutté contre le nucléaire. L'Italie est le seul pays qui a réussi à arrêter le nucléaire. Et ça, ça faisait partie de la lutte pour une société alternative. Dans les années 70, la Via dei Volsci pouvait représenter un peu en quelque sorte l'âme du mouvement de

Rome. Les luttes auxquelles j'ai participé étaient centrées autour de quatre points fondamentaux qui restent valables encore aujourd'hui.

Le premier point fondamental c'est de défendre la paix contre la guerre. Cela signifie être pour la fermeture des usines d'armement et contre les ventes d'armes. Le second point c'est la dimension sociale : donner à chacun selon ses besoins. Le troisième point c'est la question écologique : la nécessité de sauvegarder un modèle alternatif de gestion de l'eau et de l'énergie qui prenne en compte l'écosystème. Et le quatrième point c'est le refus des institutions. La lutte antinucléaire a permis aux gens de comprendre qu'ils vivaient dans un système orienté vers la guerre et qu'ils n'étaient pas libres. Mais pour nous l'organisation n'était qu'un moyen : ce qui comptait c'était la participation. En 1975, il y a eu aussi l'assemblée des citoyens des comités ouvriers et populaires.

Que s'est-il passé après 1977 ?

VINCENZO MILIUCCI : Il y a eu l'enlèvement d'Aldo Moro en mars 1978. La première conséquence, ça a été l'armée dans la rue. La police a essayé de faire fermer tous les endroits où l'on pouvait se réunir. Au mois d'août, il y a eu huit jours de manifestations sur les questions écologiques. Une grève était prévue pour l'anniversaire de Hiroshima, le 6 août. Et ce jour-là, l'armée est intervenue rien que pour une petite manifestation. Ça démontrait à quel point l'armée était hyper présente et comment elle pouvait s'en prendre à quiconque passait dans la rue. Après l'enlèvement d'Aldo Moro, toute l'extrême-gauche était assimilée aux Brigades Rouges. Notre slogan c'était « Ni avec l'Etat ni avec les Brigades Rouges ». On a lutté pour la libération d'Aldo Moro car on était contre l'exécution des prisonniers : on considérait que c'était à la fois inutile, absurde, et indigne. En 1979, ceux qui étaient considérés comme les dirigeants de l'Autonomie ouvrière ont été incarcérés : Negri, Piperno, Scalzone... L'Autonomie était accusée d'être la tête des Brigades Rouges... Les Brigades Rouges étaient considérées comme le bras armé de l'Autonomie...

En 1980, la police a fait fermer Radio Onda Rossa pendant trois mois : ça nous a impressionné. La radio a pu rouvrir à la fin du mois de mai. Moi j'ai fait huit mois de prison en quartier de haute sécurité. Beaucoup ont refusé de s'exiler. Entre 1979 et 1983, 25 000 personnes ont été emprisonnées. Ça a été la période la pire. La situation n'a commencé à s'améliorer qu'à partir de 1983, avec les premières libérations. La prison de Voghera, dans le Piémont, était une prison de haute sécurité. Là-bas, les murs étaient tout blanc et les lumières toujours allumées. C'était le même style que Stammheim. Dans les années 70, il devait y avoir en Italie 5 000 personnes qui pratiquaient la lutte armée. Mais il y en a cinq fois plus qui ont été emprisonnés sur cette accusation ! En fait, ils ont essayé de mettre en prison tous les gens qui faisaient partie du mouvement... C'était d'autres générations qui étaient emprisonnées, dans beaucoup de mouvements différents... Certains ont été emprisonnés pendant huit mois, d'autres pendant deux ans, ça dépendait... Mais l'effet de ça, ça a été le recul du mouvement.

Le 12 novembre 1979, il y a eu une manifestation à Rome pour la libération des prisonniers qui a rassemblé 50 000 personnes. Il y a eu d'autres manifestations du même type cette année-là, mais ensuite ça a été beaucoup plus dur... Il y a eu aussi de l'agitation dans les prisons... En ce qui me concerne, j'ai été emprisonné deux fois. Les deux fois ça a été par rapport à la lutte antinucléaire. La seconde fois, ça a été en 1985 par rapport à la lutte menée en Sicile.

Combien de temps es-tu resté en prison en 1985 ?

VINCENZO MILIUCCI : J'y suis resté deux mois, toujours dans une prison de haute sécurité. J'ai été incarcéré à cause de la radicalité de mon engagement contre le nucléaire. Je n'ai jamais accepté le réformisme gestionnaire.

En ce qui concerne les 25 000 personnes incarcérées dont tu as parlé, combien de temps en moyenne sont-elles restées en prison ?

VINCENZO MILIUCCI : Les gens restaient au moins six mois en prison en préventive. La détention préventive pouvait durer deux ans. Cela faisait partie des lois d'urgence qui sont encore aujourd'hui en vigueur (il y en a même eu des nouvelles depuis). Certains ont été condamnés à 20 ans de prison. Aujourd'hui il reste encore 200 prisonniers politiques en Italie. Ils ont presque tous déjà fait au moins 18 ans de prison et la moitié ont été condamnés à perpétuité. Une trentaine de ces prisonniers sont en semi-liberté. Il reste aussi 200 personnes qui sont toujours exilées en France ou en Amérique du Sud.

ENTRETIEN AVEC VALERIO MONTEVENTI

Valerio Monteventi est né à Bologne en novembre 1954. D'abord inscrit aux Jeunesses Communistes, il milite à Potere Operaio de 1969 à 1976. Valerio Monteventi commence à travailler en 1974 à l'usine Ducati (fabrique de motos) de Bologne. En 1975, il adhère à la FLM, la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie, qui regroupe alors les syndicats de la métallurgie de la CGIL, de la CISL, et de l'UIL. A partir de 1976, il milite au sein du Comité Ouvrier autonome de Ducati tout en restant membre de la FLM. Arrêté en octobre 1980, il est accusé d'appartenance à Prima Linea et incarcéré jusqu'en juin 1981. Depuis 1993, Valerio Monteventi est conseiller municipal de Bologne. Il est aujourd'hui affilié à Rifondazione.

Traduction : Franco Berardi (Bifo)

A quel âge as-tu commencé à faire de la politique ?

VALERIO MONTEVENTI : A 14 ans.

Est-ce que tu as adhéré à une organisation ?

VALERIO MONTEVENTI : Je suis rentré dans un collectif lycéen qui était très proche de Potere Operaio. Je faisais partie de Potere Operaio. A Bologne, Potere Operaio était surtout implanté dans les lycées.

Est-ce que Potere Operaio était implanté à l'université ?

BIFO : Pas tellement, plutôt dans les lycées. A Bologne, c'était surtout les lycées techniques, qui étaient un peu un lieu de contact entre situations ouvrières...

VALERIO MONTEVENTI : A l'époque, c'est surtout la formation de groupes lycéens qui intervenaient dans les usines : c'est la liaison entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier.

Comment s'appelait le collectif lycéen auquel tu participais ?

VALERIO MONTEVENTI : « Coordination des Etudiants ». Donc, c'est à partir de 1968...

BIFO : C'est plutôt à partir de 1969. 1968 c'est un phénomène surtout universitaire.

VALERIO MONTEVENTI : C'est à partir de 1969 qu'il y a un mouvement dans les lycées, qui est parallèle au mouvement dans les usines. 124 Donc, c'est à partir de 1969 que tu fais partie de la Coordination des Etudiants de Bologne...

VALERIO MONTEVENTI : Oui.

Jusqu'à quand ?

VALERIO MONTEVENTI : Jusqu'en 1974.

Que fais-tu à partir de 1974 ?

VALERIO MONTEVENTI : J'ai trouvé un travail dans une usine de Bologne, chez Ducati (le fabricant de motos), et en même temps je me suis inscrit en droit à l'université. J'ai fait des études de droit du travail.

Jusqu'à quand es-tu resté à l'université ?

VALERIO MONTEVENTI : Je n'ai jamais terminé mes études ! Je n'ai validé que 23 cours sur 24 puis j'ai été arrêté et je suis resté en prison !

Quand as-tu été arrêté ?

VALERIO MONTEVENTI : Le 30 octobre 1979...

BIFO : Mais non, c'était pas en 1979, c'était en 1980 !

VALERIO MONTEVENTI : Ah oui, c'est exact : c'était le 30 octobre 1980.

BIFO : Oui, ça fait partie d'une autre vague...

Est-ce que tu as été membre d'une organisation politique ?

VALERIO MONTEVENTI : Oui, j'étais militant de Potere Operaio et je le suis resté après la scission de 1973.

Est-ce que tu as adhéré à une autre organisation politique après la dissolution de Potere Operaio ?

VALERIO MONTEVENTI : A Bologne, après la dissolution de Potere Operaio, il y a eu une expérience d'organisation autonome. Des groupes autonomes sont formés. Ce n'était pas une adhésion à un groupe politique mais plutôt ce qu'on appelle l'autonomie. C'était pas l'Autonomie ouvrière organisée au sens de Negri, c'était plutôt la coordination des groupes ouvriers autonomes.

Est-ce que tu veux dire que c'était quelque chose d'assez informel ?

VALERIO MONTEVENTI : Oui, c'était une organisation locale dans les usines de Bologne, et en même temps il y avait une coordination avec d'autres groupes ouvriers... Entre 1974 et 1977, moi et mon groupe on a participé à des réunions de groupes ouvriers en dehors des organisations formelles.

Comment s'appelait ton groupe ?

VALERIO MONTEVENTI : Mon activité principale c'était à l'intérieur de l'usine avec le Comité Ouvrier Autonome. Mais à Bologne, avec d'autres copains qui n'étaient pas tous ouvriers, il y avait aussi une espèce de survie de la dénomination « Potere Operaio ».

Jusqu'à quand avez-vous continué à vous appeler « Potere Operaio » ?

VALERIO MONTEVENTI : Jusqu'en 1976. C'est une année importante parce que le mouvement de Bologne a commencé à surgir à cette époque. Les identités précédentes ont commencé à se dissoudre...

Est-ce que tu peux décrire la situation à Bologne à partir de 1976 ?

VALERIO MONTEVENTI : A Bologne il y a une dynamique un peu différente que dans les autres villes car les différentes identités organisationnelles commencent à être remises en question. Il y avait quatre composantes : Lotta Continua, l'Autonomie désirante, les autonomes qui ne faisaient pas référence à l'Autonomie organisée, et Rosso.

BIFO : Les trois composantes de l'Autonomie provenaient de Potere Operaio. Il y avait Rosso, une composante plus ouvriériste dont Valerio faisait partie, et une composante dont je faisais partie qui a abandonné l'identification organisationnelle.

Qu'est-ce que tu veux dire par « ceux qui ne faisaient pas référence à l'Autonomie organisée » ?

BIFO : On peut dire que c'était ceux qui étaient proches d'Oreste Scalzone, c'est plus simple !

VALERIO MONTEVENTI : Ce n'était pas si strict que ça ! Une partie étaient restés liés à la mouvance de Scalzone, mais dans mon groupe il y avait des ouvriers autonomes qui n'avaient aucun rapport avec Potere Operaio. Certains rejoignent les Comités Communistes Révolutionnaires (CCR). Moi je n'ai pas adhéré aux CCR car j'étais surtout engagé dans les usines.

Qu'est-ce que tu entends par « Autonomie organisée » ?

VALERIO MONTEVENTI : C'est une expression qui fait référence à Rosso (à Milan et en Vénétie) et aux Volsci de Rome. A Bologne, il y avait un groupe qui était lié à Rosso et qui était en contact avec Toni Negri.

BIFO : Oui, d'ailleurs moi j'ai participé à Rosso jusqu'en 1976.

On m'a parlé d'une « coordination nationale de l'Autonomie ouvrière organisée » ...

BIFO : C'est difficile de dire ce qu'était la coordination, l'Autonomie organisée, les comités ouvriers... Il y avait une espèce de magma dans lequel tu pouvais participer à une réunion d'un groupe ouvrier autonome tout en croyant que c'était la réunion d'un groupe politique... Moi je suis pas capable de distinguer de façon claire où finissait l'organisation politique formelle, où commençait la réunion de gens non-organisés... C'était vraiment l'époque de la dissolution !

La dissolution c'est un processus. Donc on ne peut pas dire quand ça commence et quand ça se termine...

VALERIO MONTEVENTI : Par exemple moi j'étais copain avec les gens qui se référaient au groupe de Scalzone mais je travaillais comme ouvrier d'usine, donc c'est difficile de distinguer le niveau des organisations et le niveau autonome. J'ai participé à des réunions nationales avec Scalzone.

Comment signiez-vous vos tracts ?

VALERIO MONTEVENTI : On signait avec la liste des quatre ou cinq comités autonomes de chaque usine, dont le Comité Autonome Ouvrier de Ducati. Il y a eu un journal qui s'appelait *Il Corrispondente operaio* qui n'était pas l'expression d'une organisation politique. Il y a eu aussi le journal des comités autonomes d'usine qui s'appelait *Il Fondo del barile* (Le Fond du tonneau).

BIFO : C'était l'expression utilisée par Alberto Minucci, un dirigeant du Parti Communiste qui avait accusé les ouvriers de la Fiat...

VALERIO MONTEVENTI : A l'époque des luttes ouvrières contre les licenciements à la Fiat, en 1979, Alberto Minucci avait dit « ça c'est vraiment le fond du tonneau ». Le groupe de Bologne a repris cette expression méprisante...

Que voulait dire Alberto Minucci ?

BIFO : C'est une expression qu'il avait utilisée pour désigner les ouvriers de la Fiat, pour dire « les ouvriers de la Fiat c'est vraiment le fond du tonneau », « c'est des merdes », « c'est quelque chose qu'on peut pas boire », « c'est quelque chose qu'on peut pas utiliser » ... L'expression a été reprise par les Comités Autonomes Ouvriers de Bologne pour le nom de leur journal.

C'est donc un journal qui date de 1979...

VALERIO MONTEVENTI : Le journal date de 1977 mais au début il s'appelait *Il Corrispondente operaio*. C'est devenu *Il Fondo del barile* en 1979. 127

Jusqu'à quand a duré *Il Fondo del barile* ?

VALERIO MONTEVENTI : Jusqu'à mon arrestation en octobre 1980. Ça n'a duré qu'un an : il n'y a eu que quelques numéros.

Combien de personnes regroupaient les Comités Autonomes Ouvriers de Bologne ?

VALERIO MONTEVENTI : Dans chaque usine il pouvait y avoir beaucoup d'ouvriers qui étaient liés au Comité Autonome. Le Comité Autonome Ouvrier de Ducati était composé d'une quarantaine de personnes. Mais seulement entre sept et dix personnes participaient aux réunions de la coordination des différents comités. Certains membres du Comité Autonome de Ducati étaient comme moi délégués syndicaux, même si les relations avec le syndicat étaient polémiques...

De quel syndicat étais-tu membre ?

VALERIO MONTEVENTI : J'étais délégué du personnel et non-syndiqué. Mais certains délégués du personnel étaient à la fois syndiqués et membres du Comité Autonome.

A quel syndicat adhéraient les membres du Comité Autonome Ouvrier de Ducati ?

VALERIO MONTEVENTI : Certains étaient membres de la FLM (Fédération des Travailleurs Métallurgistes). La FLM était une conséquence des luttes ouvrières. C'était un organisme unitaire qui fédérait les syndicats de métallurgistes de la CGIL,

de la CISL, et de l'UIL. Certains ouvriers étaient aussi directement syndiqués à la FLM.

Est-ce que la majorité des militants du Comité Autonome Ouvrier de Ducati étaient membres de la FLM?

VALERIO MONTEVENTI : C'est difficile à dire... Certains ont quitté la FLM. Moimême, j'y ai adhéré pendant une période.

BIFO : De toute façon, il y avait une relation entre la FLM et les comités autonomes. C'était une relation polémique, avec des moments d'alliance et des moments de conflit, mais il y avait une relation.

La FLM a été l'expérience la plus avancée dans l'histoire syndicale italienne.

VALERIO MONTEVENTI : Probablement même dans l'histoire syndicale européenne...

A quelle époque as-tu été membre de la FLM ?

VALERIO MONTEVENTI : J'ai adhéré à la FLM en 1975. Après mon arrestation en 1980, la FLM a eu une attitude ambiguë : j'ai été suspendu mais en même temps la FLM a déclaré que les accusations portées contre moi n'étaient pas très sérieuses. Finalement, j'ai décidé de quitter la FLM.